

TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2019)

Concept Audit Et Associes
1-3, rue du Départ
75014 Paris

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2019)

A l'Assemblée générale de la société
TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE
11 rue du Colisée
75008 PARIS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Directoire le 23 avril 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la « note 3 Evénements post-clôture » de l'annexe des comptes sociaux concernant les incidences de la crise Covid-19.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

1. Evaluation des titres de participation

Risque identifié

Au 31 décembre 2019, le montant des titres de participation s'élève à 6 898 milliers d'euros en valeur nette pour un total bilan de 10 490 milliers d'euros.

Comme indiqué dans la note 4.2 de l'annexe, la valeur d'utilité est estimée par la direction sur la base de la valeur des capitaux propres à la clôture de l'exercice des entités concernées, de leur niveau de rentabilité et de leurs prévisions d'activité.

L'estimation de la valeur d'utilité de ces titres requiert l'exercice du jugement de la direction dans son choix des éléments à considérer selon les participations concernées, éléments qui peuvent correspondre selon le cas à des éléments historiques (les capitaux propres), ou à des éléments prévisionnels (perspectives de rentabilité).

La concurrence et l'environnement économique auxquels sont confrontées certaines filiales, ainsi que l'implantation géographique de certaines d'entre elles, peuvent entraîner une baisse de leur activité et une dégradation de leur résultat opérationnel.

Dans ce contexte et du fait des incertitudes inhérentes à certains éléments et notamment à la probabilité de réalisation des prévisions, nous avons considéré que la correcte évaluation des titres de participation constituait un point clé de l'audit.

Notre réponse

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs d'utilité des titres de participation, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté principalement à vérifier que l'estimation de ces valeurs déterminées par la direction est fondée sur une justification appropriée de la méthode d'évaluation et des éléments chiffrés utilisés et, selon les titres concernés, à :

- vérifier pour les évaluations reposant sur des éléments historiques que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités qui ont fait l'objet d'un audit ou de procédures analytiques et que les ajustements opérés, le cas échéant, sur ces capitaux propres sont fondés sur une documentation probante ;

- obtenir pour les évaluations reposant sur des éléments prévisionnels les prévisions de flux de trésorerie et d'exploitation des activités des entités concernées établies par leurs directions opérationnelles et apprécier leur cohérence avec les données prévisionnelles établis sous le contrôle de leur direction générale pour chacune de ces activités.
- vérifier la cohérence des hypothèses retenues avec l'environnement économique aux dates de clôture et d'établissement des comptes ;
- comparer les prévisions retenues pour des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes afin d'apprécier la réalisation des objectifs passés ;

Au-delà de l'appréciation des valeurs d'utilité des titres de participation, nos travaux ont consisté également à :

- apprécier le caractère recouvrable des créances rattachées au regard des analyses effectuées sur les titres de participation ;
- vérifier la comptabilisation d'une provision pour risques dans les cas où la société est engagée à supporter les pertes d'une filiale présentant des capitaux propres négatifs.
- apprécié le coût moyen pondéré du capital retenu sur la base de l'observation du marché.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire arrêté le 23 avril 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport du Conseil de Surveillance consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-3 et L.225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 27 avril 2020
Le Commissaire aux comptes
Concept Audit & Associés
Laurence LE BOUCHER

Travel Technology Interactive SA

--	--	--

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2019 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2018 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé (0)					
Actif immobilisé					
Frais d'établissement					
Recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires	5 880	5 880			
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 097 651	968 819	128 832	294 215	- 165 383
Autres immobilisations corporelles	16 771	16 771	0	0	
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
Participations évaluées selon mise en équivalence					
Autres participations	14 492 002	7 593 800	6 898 202	6 728 276	169 926
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés				133 145	- 133 145
Prêts					
Autres immobilisations financières	13 196		13 196	13 196	
TOTAL (I)	15 625 500	8 585 270	7 040 230	7 168 833	- 128 603
Actif circulant					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Clients et comptes rattachés	743 881		743 881	99 147	644 734
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs	2 689		2 689	482	2 207
. Personnel				125	- 125
. Organismes sociaux	440		440		440
. Etat, impôts sur les bénéfices				9 728	- 9 728
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	45 110		45 110	41 309	3 801
. Autres	1 472 545		1 472 545	1 653 314	- 180 769
Capital souscrit et appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement	100		100	100	
Disponibilités	989 083		989 083	122 460	866 623
Instruments financiers à terme et jetons détenus					
Charges constatées d'avance				5 500	- 5 500
TOTAL (II)	3 253 848		3 253 848	1 932 166	1 321 682
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecart de conversion et différences d'évaluation actif (V)	195 424		195 424	165 956	29 468
TOTAL ACTIF (0 à V)	19 074 772	8 585 270	10 489 503	9 266 955	1 222 548

Bilan (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2019 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2018 (12 mois)	Variation
<i>Capitaux Propres</i>			
Capital social ou individuel (dont versé : 2 008 047)	2 008 047	1 882 403	125 644
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	5 113 443	4 540 037	573 406
Ecart de réévaluation			
Réserve légale	209 905	209 905	
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves			
Report à nouveau	-487 854	-632 285	144 431
Résultat de l'exercice	108 346	144 431	- 36 085
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées	70 169	70 169	
Résultat de l'exercice précédent à affecter			
TOTAL (I)	7 022 055	6 214 659	807 396
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL (II)			
<i>Provisions pour risques et charges</i>			
Provisions pour risques	195 424	165 956	29 468
Provisions pour charges			
TOTAL (III)	195 424	165 956	29 468
<i>Emprunts et dettes</i>			
Emprunts obligataires convertibles	2 612 000	2 612 000	
Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
. Emprunts	65 300	68 542	- 3 242
. Découverts, concours bancaires		80	- 80
Emprunts et dettes financières diverses			
. Divers	134 611	9 456	125 155
. Associés			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	328 114	111 931	216 183
Dettes fiscales et sociales			
. Personnel	7 433	7 542	- 109
. Organismes sociaux	22 390	24 889	- 2 499
. Etat, impôts sur les bénéfices			
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	71 736	24 728	47 008
. Etat, obligations cautionnées			
. Autres impôts, taxes et assimilés	19 145	17 652	1 493
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	9 487	9 487	
Autres dettes	33	32	1
Instruments financiers à terme			
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	3 270 249	2 886 339	383 910
Ecart de conversion et différences d'évaluation passif(V)	1 775		1 775
TOTAL PASSIF (I à V)	10 489 503	9 266 955	1 222 548

Compte de résultat

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2019 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2018 (12 mois)	Variation absolue	%
	France	Exportations	Total	Total		
Ventes de marchandises						
Production vendue biens						
Production vendue services	659 134		659 134	494 563	164 571	33,28
Chiffres d'affaires Nets	659 134		659 134	494 563	164 571	33,28
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation						
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges						
Autres produits			510	3 080	- 2 570	-83,44
Total des produits d'exploitation (I)	659 643		497 643	162 000	32,55	
Achats de marchandises (y compris droits de douane)						
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements						
Variation de stock (matières premières et autres approv.)						
Autres achats et charges externes	432 275		404 943	27 332	6,75	
Impôts, taxes et versements assimilés	5 407		8 286	- 2 879	-34,75	
Salaires et traitements	236 681		254 318	- 17 637	-6,94	
Charges sociales	115 252		109 099	6 153	5,64	
Dotations aux amortissements sur immobilisations	165 383		167 133	- 1 750	-1,05	
Dotations aux provisions sur immobilisations						
Dotations aux provisions sur actif circulant						
Dotations aux provisions pour risques et charges						
Autres charges	2 020		1 336	684	51,20	
Total des charges d'exploitation (II)	957 018		945 115	11 903	1,26	
RESULTAT EXPLOITATION (I-II)	-297 375		-447 472	150 097	33,54	
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						
Produits financiers de participations	571 548		784 208	- 212 660	-27,12	
Produits des autres valeurs mobilières et créances						
Autres intérêts et produits assimilés						
Reprises sur provisions et transferts de charges			107 907	- 107 907	-100	
Définitions positives de change						
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
Total des produits financiers (V)	571 548		892 115	- 320 567	-35,93	
Dotations financières aux amortissements et provisions	29 468		165 956	- 136 488	-82,24	
Intérêts et charges assimilées	135 994		133 393	2 601	1,95	
Définitions négatives de change	364		14	350	N/S	
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement						
Total des charges financières (VI)	165 826		299 363	- 133 537	-44,61	
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	405 722		592 752	- 187 030	-31,55	
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)	108 346		145 280	- 36 934	-25,42	

Compte de résultat (suite)

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2019 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2018 (12 mois)	Variation absolue	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		999 460	- 999 460	-100
Produits exceptionnels sur opérations en capital		849	- 849	-100
Reprises sur provisions et transferts de charges		999 460	- 999 460	-100
Total des produits exceptionnels (VII)		999 460	- 999 460	-100
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		849	- 849	-100
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		999 460	- 999 460	-100
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VIII)		1 000 309	-1 000 309	-100
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)		-849	849	-100
Participation des salariés (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)				
Total des Produits (I+III+V+VII)	1 231 191	2 389 218	-1 158 027	-48,47
Total des charges (II+IV+VI+VII+IX+X)	1 122 845	2 244 787	-1 121 942	-49,98
RESULTAT NET	108 346	144 431	- 36 085	-24,98
Dont Crédit-bail mobilier				
Dont Crédit-bail immobilier	8 996	7 942	1 054	13,27

SOMMAIRE

1.	Informations générales	7
2.	Faits caractéristiques de l'exercice	7
3.	Evénements post-clôture	7
4.	Règles et méthodes comptables	8
4.1.	Immobilisations corporelles	8
4.2.	Immobilisations financières	8
4.3.	Créances	9
4.4.	Opérations en devises	9
4.5.	Indemnité de départ en retraite	9
5.	Compléments d'informations relatifs au bilan et au compte de résultat	10
5.1	Etat des immobilisations	10
5.2	Etat des amortissements	10
5.3	Etat des provisions sur actifs	11
5.4	Etat des échéances des créances	11
5.5	Produits et avoirs à recevoir	11
5.6	Parties liées	12
5.7	Capitaux propres	12
5.7.1	Composition du capital social	12
5.7.2	Variation des capitaux propres	13
5.7.3	Provisions pour risques et charges	13
5.7.4	Etat des dettes	14
5.8	Charges à payer et avoirs à établir	14
5.9	Ventilation du chiffre d'affaires net	15
5.10	Ventilation de l'impôt sur les bénéfices	15
5.11	Crédit-bail mobilier	15
5.12	Résultat exceptionnel	15
6.	Engagements financiers et autres informations	16
6.1	Engagements donnés et reçus	16
6.2	Accroissements et allègements de la dette future d'impôts	16
6.3	Effectif moyen	17
6.4	Rémunérations des dirigeants	17
6.5	Honoraires perçus par les Commissaires aux comptes	17
6.6	Tableau des filiales et participations	18
6.7	Résultats des 5 derniers exercices	18

ANNEXE

1. Informations générales

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire le 23 avril 2020. Ils comprennent :

- Le bilan
- le compte de résultat
- l'annexe au bilan avant affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2019 dont le total est de 10 489 503 euros au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de 108 346 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2018 au 31/12/2018.

2. Faits caractéristiques de l'exercice

Au cours de l'exercice, la société Nextage et la société Eurofinance ont exercé des BSA comme suit :

Date d'émission	Emetteurs	Nombre de BSA	Montant	Nombre actions émises	Augmentation de capital	Prime d'émission
26/02/2019		354 048	0,25	177 024	49 566	38 946
04/04/2019		160 025	1,35	160 025	44 807	171 227
11/04/2019		31 036	1,35	31 036	8 690	33 209
09/12/2019		359 815	1,35	359 815	100 748	385 002
TOTAL.....		904 924		727 900	203 811	628 384

Réduction de capital par annulation actions propres

- 279 173 - 78 168

Total	448 727	125 643	628 384
--------------	----------------	----------------	----------------

L'exercice des BSA s'est traduit par une augmentation de capital de 203 811 €uro et par une prime d'émission de 628 384 €uro.

Au cours de l'exercice, la société a racheté un plan d'action propres de 279 173 actions pour un montant de 133 145 €. Ces actions ont été annulé au cours de l'exercice.

Cette opération s'est traduite par une diminution de capital de 78 168 €uro et une diminution des réserves de 54 977 €uros.

Ainsi après ces différentes opérations intervenues sur la période, le capital social ressort à un montant de 2 008 047 €uros.

3. Evénements post-clôture

La Société est vigilante et évalue régulièrement les risques que la crise sanitaire actuelle fait peser sur l'économie en général et sur les récupérations de son activité future.

Aucune incidence n'est constatée dans les comptes au 31 décembre 2019.

A ce stade, la Société Travel Technology Interactive n'est pas en mesure d'évaluer l'impact de l'épidémie de Covid-19, notamment sur ses flux de trésorerie à court terme.

4. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément au règlement ANC 2016-07 du 4 novembre 2016 relatif au plan comptable général, homologué par arrêté ministériel du 26 décembre 2016.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses et principes comptables suivants :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

4.1. Immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond au coût d'acquisition et aux frais accessoires. Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire considéré comme économiquement justifié, en fonction de la nature de l'investissement et selon les durées d'utilisation suivantes :

Matériel et outillage industriels Agencements, aménagements, installations Matériel de bureau et informatique Mobilier	de 03 à 05 ans de 06 à 10 ans de 03 à 10 ans de 05 à 10 ans
---	--

4.2. Immobilisations financières

Les immobilisations financières représentent les dépôts et cautionnements ainsi que les titres de participation.

- *Titres de participation :*

Les titres de participation sont enregistrés à leur valeur d'acquisition.

A la clôture de l'exercice, la valeur brute des titres de participation est comparée à la valeur d'utilité pour l'entreprise, déterminée par rapport à la valeur économique estimée de la filiale et en considération des motifs sur lesquels reposait la transaction d'origine. Cette valeur d'utilité est déterminée en fonction d'une analyse multicritères tenant compte notamment des projections de flux de trésorerie futurs, de l'actif ré-estimé, de la quote-part de capitaux propres réévalués et d'autres méthodes en tant que besoin.

Ces estimations reposent sur des hypothèses qui ont par nature un caractère incertain, les réalisations étant susceptibles de différer parfois de manière significative des données prévisionnelles utilisées.

La valeur d'usage des actifs auxquels il est possible de rattacher des flux de trésorerie indépendants est déterminée selon la méthode des flux futurs de trésorerie :

- les flux de trésorerie sont issus de résultats prévisionnels à 5 ans élaborés par la direction du Groupe,
- le taux d'actualisation est déterminé sur la base d'un coût moyen pondéré du capital.

Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- ***Autres immobilisations financières :***

Il s'agit essentiellement des dépôts et cautionnements.

4.3. Crédits

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation des créances est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les provisions pour créances douteuses sont déterminées en fonction du risque encouru selon l'état des dossiers.

4.4. Opérations en devises

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. L'écart de conversion qui résulte de la valorisation des dettes et créances en devises est inscrit en compte de régularisation, à l'actif s'il s'agit d'une perte latente et au passif s'il s'agit d'un profit latent.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risque.

4.5. Indemnité de départ en retraite

Les droits acquis par les salariés au titre des indemnités de départ à la retraite déterminées en fonction de leur ancienneté ne sont pas provisionnés mais font l'objet d'une évaluation donnée en engagements hors bilan. Compte tenu de l'ancienneté de la société et de l'âge des salariés, le montant n'est pas significatif.

5. Compléments d'informations relatifs au bilan et au compte de résultat

5.1 Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Acquisitions, créations, virements pt à pt	Diminution	Valeur brute des immobilisation en fin d'exercice
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles	5 880			5 880
Installation techniques et matériels industriels	1 097 651			1 097 651
Autres installations, agencements, aménagements	9 950			9 950
Matériel de transport	-			-
Matériel de bureau, informatique, mobilier	6 821			6 821
Immobilisations corporelles en cours	-			-
Avances et acomptes	-			-
Total des immobilisations corporelles	1 114 422	-	-	1 114 422
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations	14 322 076	169 926		14 492 002
Autres titres immobilisés	133 145		133 145	-
Prêts et autres immobilisations financières	13 196			13 196
Total des immobilisations financières	14 468 417	169 926	133 145	14 505 198
TOTAL GENERAL	15 588 719	169 926	133 145	15 625 500

5.2 Etat des amortissements

	Amortissement au début de l'exercice	Dotations exercice	Diminution	Amortissement à la clôture
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles	5 880			5 880
Installations techniques et matériels industriels	803 436	165 383		968 819
Autres installations, agencements, aménagements	9 950			9 950
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	6 821			6 821
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total des immobilisations corporelles	820 207	165 383	-	985 590
TOTAL GENERAL	826 087	165 383	-	991 470

5.3 Etat des provisions sur actifs

PROVISIONS & DEPRECIATIONS	Début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions	Fin exercice
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation	7 593 800			7 593 800
Sur autres immobilisations financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients				
TOTAL Dépréciations	7 593 800	0	0	7 593 800
Exploitation				
Financier				
Exceptionnel		0		

La provision sur titres de participation pour un montant de 7 593 800 € est constituée pour couvrir la situation nette de la société TTI France pour 3 916 800 € et TTI Do Brasil pour 3 677 000 €.

5.4 Etat des échéances des créances

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Autres immobilisations financières	13 196		13 196
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	743 881	743 881	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	440	440	
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices			
- T.V.A	45 110	45 110	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers			
Groupe et associés	1 472 545	1 472 545	
Débiteurs divers	2 689	2 689	
Charges constatées d'avance			
TOTAL GENERAL	2 277 861	2 264 665	13 196
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

5.5 Produits et avoirs à recevoir

Néant

5.6 Parties liées

(entreprises liées ou avec lesquelles la société a un lien de participation)

	Montant concernant les entreprises	Montant des dettes et créances représentées par des effets de commerce
	Liées	avec lesquelles la société à un lien de participation
Créances clients et comptes rattachés	743 136	
Autres créances	1 472 487	
Emprunts et dettes financières diverses	134 611	
Dettes fournisseurs	168 000	
Chiffre d'affaires	658 733	400
Produits de participation	558 744	
Autres produits financiers	12 792	
Charges financières	3 060	

5.7 Capitaux propres

5.7.1 Composition du capital social

En milliers d'euros	31/12/2018	Augmentation	Diminution	31/12/2019
Nb d'actions	6 722 868	727 900	279 173	7 171 595
Valeur nominale	0,28	0,28	0,28	0,28
Capital social	1 882 403	203 812	78 168	2 008 047

Au cours de l'exercice, la société n'a procédé à aucun mouvement sur des actions propres.

Dans le cadre de l'émission des emprunts obligataires réalisés au cours des derniers exercices, les obligations en circulation à la clôture se répartissent comme suit :

En milliers d'euros	OCABSA 2016-1	OCABSA 2022	Total
Date d'émission	24/06/2016	28/12/2017	
Nombre d'obligations à l'ouverture	1 125 000	5 310 714	6 435 714
Nombre d'obligations remboursés sur l'exercice			-
Nombre d'obligations émises			-
Nombre d'obligation à la clôture	1 125 000	5 310 714	6 435 714
Valeur de l'obligations	1,00	0,28	
Valeur des obligations	1 125 000	1 487 000	2 612 000
Durée de validité	4 ans	5 ans	

5.7.2 Variation des capitaux propres

En Euro	31/12/2018	Affectation / résultat	Réduction de capital	Emission de BSA	31/12/2018
Capital	1 882 402		- 78 168	203 812	2 008 046
Prime d'émission	4 540 037		- 54 977		4 485 060
Prime de fusion	-			628 382	628 382
Réserve légale	209 905				209 905
Autres réserves	-		-		-
Report à nouveau	632 286	144 431			487 855
Acompte sur dividende	-			-	-
Résultat	144 431	144 431			-
Amortissement dérogatoire	70 169				70 169
TOTAL	6 214 658	-	133 145	832 194	6 913 707

Résultat au 31/12/2019

Total des capitaux propres :

108 346

7 022 053

Au cours de l'exercice, la société Nextage a exercé 727 900 BSA sur les OCABSA de 2016 et la société Eurofinance a exercé ses BSA. L'exercice des BSA s'est traduit par une augmentation de capital de 203 812 euro et par une prime d'émission de 628 382 euro.

Au cours de l'exercice, la société a annulé 279 173 actions valorisé pour 133 145 euros.

5.7.3 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées en conformité avec le règlement sur les passifs (CRC n°2000-06). Ce règlement définit un passif comme un élément du patrimoine ayant une valeur économique négative pour l'entité, c'est-à-dire une obligation (légale, réglementaire ou contractuelle) de l'entité à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions	Fin exercice
Amortissements dérogatoires	70 169			70 169
TOTAL Provisions réglementées	70 169			70 169
Provision pour perte de change	165 956	195 424	165 956	195 424
TOTAL Provisions	165 956	195 424	165 956	195 424
TOTAL GENERAL	236 125	195 424	165 956	265 593
Exploitation Financier Exceptionnel		195 424	165 956	

5.7.4 Etat des dettes

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires	2 612 000	0	2 612 000	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum				
- plus d'un an	65 300	65 300		
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	328 114	328 114		
Personnel et comptes rattachés	7 433	7 433		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	22 390	22 390		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A	71 736	71 736		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	19 145	19 145		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	9 487	9 487		
Groupe et associés	134 611	134 611		
Autres dettes	33	33		
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	3 270 249	658 249	2 612 000	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	179 392			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

5.8 Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts et dettes financières diverses	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	149 114
Dettes fiscales et sociales	30 722
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir :)	
TOTAL	179 836

5.9 Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises	
Ventes de produits finis	
Prestations de services	659 134
TOTAL	659 134

Répartition par marché géographique	Montant
France	345 674
Etranger	313 460
TOTAL	659 134

5.10 Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôts	Impôts
Résultat courant	108 346	
Résultat exceptionnel (et participation)		
Résultat comptable	108 346	

5.11 Crédit-bail mobilier

Néant

5.12 Résultat exceptionnel

Néant

6. Engagements financiers et autres informations

6.1 Engagements donnés et reçus

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Autres engagements donnés :	
TOTAL	0
Dont concernant :	
- les dirigeants	
- les filiales	
- les autres entreprises liées	
Dont engagements assortis de sûretés réelles	

Engagements reçus	Montant
Avals, cautions et garanties	0
Autres engagements reçus :	
TOTAL	0
Dont concernant :	
- les filiales	
- les participations	
- les autres entreprises liées	
Dont engagements assortis de sûretés réelles	

6.2 Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

Nature des différences temporaires	Montant
ACCROISSEMENTS	
Provisions règlementées :	
Organic	0
TOTAL	0
ACCROISSEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS	
ALLEGEMENTS	
Provisions non déductibles l'année de comptabilisation :	
Organic	
TOTAL	
ALLEGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS	
Base	
Amortissements réputés différés	
Déficits reportables	2 560 698
Moins-values à long terme	

6.3 Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres		4
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés		1
Ouvriers		
TOTAL	5	

6.4 Rémunérations des dirigeants

Les mandataires sociaux de la Société ont perçu 152,5 K€ (salaires bruts cumulés et prestations de services) au cours de la période

6.5 Honoraires perçus par les Commissaires aux comptes

	2019	2018
<i>En milliers d'Euros</i>		
Commissariat aux comptes (comptes annuels et consolidés)	13	13
Missions accessoires		
Sous-total	13	13
Autres prestations le cas échéant		
Sous-total	0	0
TOTAL	13	13

6.6 Tableau des filiales et participations

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Prêts et avances consenties par la filiale	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
A – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations										
<i>- Filiales (plus de 50% du capital détenu)</i>										
Travel Technology Interactive Brésil	130 792	349 503	100,00%	7 801 618	4 124 618	546 338		1 507 680	- 294 077	
Travel Technology Interactive France SAS	271 800	521 729	100,00%	6 680 314	2 763 514	926 149		2 182 214	373 407	
Travel Technology Interactive Americas Corp	9 486	- 255 806	100,00%	9 487	9 487		8 196	589 440	257 122	246 098
Travel Technology Interactive Asia	540	- 245 978	100,00%	583	583		126 414	1 030 114	312 952	312 646
<i>Participations (10 à 50 % du capital détenu)</i>										
B – Renseignements globaux concernant les autres filiales & participations										

6.7 Résultats des 5 derniers exercices

Art : 133 et 148 du décret sur les sociétés commerciales

Nature des Indications / Périodes	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Durée de l'exercice	12 mois				
I - Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social	2 008 047	1 882 403	1 543 454	1 362 328	4 524 879
b) Nombre d'actions émises	7 171 595	6 722 868	5 512 336	4 865 461	4 865 461
c) Nombre d'obligations convertibles en actions					
II - Résultat global des opérations effectives					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	659 134	494 563	713 849	600 298	570 208
b) Bénéfice avant impôt, amortissements & provisions	273 730	36 524	-397 599	59 689	-377 163
c) Impôt sur les bénéfices					
d) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements & provisions	273 730	36 524	-397 599	59 689	-377 163
e) Bénéfice après impôt, amortissements & provisions	108 347	144 431	-678 901	92 542	-293 732
f) Montants des bénéfices distribués					
III - Résultat des opérations réduit à une seule action					
a) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements	0,04	0,01	- 0,07	0,04	-0,08
b) Bénéfice après impôt, amortissements provisions	0,02	0,02	- 0,12	0,02	-0,06
c) Dividende versé à chaque action					
IV - Personnel :					
a) Nombre de salariés	5	5	5	5	4
b) Montant de la masse salariale	236 681	254 318	261 946	170 879	177 708
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	115 252	109 099	107 751	98 580	101 925